

# COMPTES RENDUS

## Castells (Manuel) - *Communication et Pouvoir*.

Préface d'Alain Touraine. - Paris, Éditions de la MSH, 2013 (1<sup>re</sup> éd. anglaise : *Communication Power*, Oxford, Oxford University Press, 2009). 672 p. Figures. Annexes. Bibliogr. Index.

Dans un gros volume (543 pages de texte, plus une cinquantaine de pages d'utiles appendices), Manuel Castells propose de conduire ses lecteurs vers « une théorie du pouvoir de la communication ». Le texte se structure en cinq chapitres. Il débute par une analyse sur « Le pouvoir dans la société en réseaux » qui entreprend d'explicitier ces notions fondatrices. Le chapitre second situe « la communication à l'ère numérique » en proposant une analyse détaillée du paysage des médias, du changement culturel et de la dynamique des audiences créatives au début du 21<sup>e</sup> siècle. Faisant une brève incursion dans les sciences cognitives, le troisième chapitre traite des « réseaux du cerveau et du pouvoir », soulignant, à partir de nombreuses études de cas, la nature des processus cognitifs et spécialement le rôle des émotions dans les campagnes électorales et la vie politique. Un quatrième chapitre rend compte de la « programmation des réseaux de la communication ». Pourquoi l'importance prise par la politique du scandale ? Quel contrôle des États modernes sur les médias ? Que veut dire le diagnostic d'une crise contemporaine des démocraties ? L'ultime chapitre questionne enfin ce que peut être le processus visant à « reprogrammer les réseaux de la communication » vers un nouvel espace public. Là encore, diverses études de cas (on peut souligner la richesse de celles sur l'instrumentalisation des attentats de la gare Atocha à Madrid en 2004 ou de la campagne Obama sur les réseaux et l'Internet en 2008) viennent soutenir la démarche de théorisation.

Peut-être le point le plus éclairant d'un rapide compte rendu serait-il de relever une bibliographie de près de 60 pages. Le chiffre signale la remarquable érudition d'un ouvrage qui mobilise une rare richesse et diversité de travaux. Il en suggère plus encore le paradoxe : c'est l'énormité même des ressources scientifiques que l'auteur

veut mobiliser au service d'un grand dessein inter-prétatif qui embarrasse l'ouvrage plus qu'elle ne sert une démonstration claire ou stimulante.

Le dense volume de M. Castells se confronte à un nombre de macro-objets à majuscules déjà considérable : Pouvoir, Réseaux, Espace public, Crise de la démocratie, Comportements électoraux. Voulant sur la plupart de ces questions proposer une analyse qui éclaire le lecteur d'une vaste mobilisation des travaux internationaux, le rapport du texte à ses références fait parfois penser à celui du capitaine Haddock et d'un fameux spardrap. La densité des références donne au pire l'apparence d'un collage de fiches et de synthèses, au mieux le sentiment d'être en présence de chapitres en forme de « Que sais-je ? » ou de « Repères ». Ayant commis des ouvrages de ce registre, l'auteur de ces lignes connaît la difficulté de l'exercice, son utilité, la possibilité d'y combiner une réflexion. On lira d'ailleurs avec profit bien des développements du chapitre trois qui donnent un consistant survol d'un large pan des travaux sur la communication politique et les campagnes électorales. Par l'ampleur des travaux qu'ils sollicitent, bien des zooms sur des campagnes, des moments de mobilisation politique sont d'une lecture stimulante (on ajoutera à ceux déjà mentionnés le solide développement sur la couverture du réchauffement climatique comme problème public, les analyses de la désinformation sur les armes de destruction massives irakiennes).

Le problème de fond vient, on l'aura deviné, de ce qu'une juxtaposition de synthèses partielles, même informées, engendre difficilement un ouvrage formalisant un schéma interprétatif global, moins encore ce qui serait une théorie capable de propulser des recherches vers une intelligence des singularités du pouvoir dans un monde de communication. M. Castells introduit plus d'une fois des distinctions et des pistes intéressantes – comme son distinguo entre le pouvoir des « programmeurs » et celui des « commutateurs ». Mais l'ouvrage est irrémédiablement affaibli par la combinaison d'un maniement intensif de concepts dont les majuscules ne peuvent cacher la mollesse et d'un enlèvement dans l'accumulation des références qui engendre une propension à des montées en généralités vertigineuses – peut-on raisonnablement esquisser une interprétation planétaire de la logique des « scandales » quand les études comparatives montrent l'extrême variété des déterminants qui les déclenchent, l'inégale dé-sectorisation ou ruptures des

fonctionnement réel des marchés (p. 18-19, et la contribution de Sandrine Dury et Ève Fouilleux). L'absence de diagnostic sérieux et les logiques des agences d'aide conduisent à formuler et financer les mêmes recommandations maintes fois réprouvées (p. 37). Au final, on assiste à une technocratisation grandissante et un déni systématique de la réalité (p. 26-27) qui protègent les intérêts partagés de la bourgeoisie marchande et des agents de l'État (p. 149).

À partir d'enquêtes avec des habitants de quartiers populaires, la dernière partie de l'ouvrage étudie la dimension sociale de la question alimentaire. Il ne s'agit peut-être pas de la plus solide d'un point de vue scientifique (on pourrait discuter le nombre et la représentativité des enquêtés), mais c'est sans aucun doute celle qui interpellera le plus le chercheur-citoyen.

Avec une dose certaine d'indignation et d'empathie, mais sans jamais tomber dans le populisme, les auteurs dévoilent le vécu, les effets (contribution de Charles-Édouard Suremain et Élodie Razy) et les tactiques de gestion du manque de nourriture au quotidien. Il s'agit pour les mères, certaines célibataires ou veuves, d'acheter des petites quantités de nourriture au jour le jour faute de liquidités même si c'est plus cher (p. 114-115), de se ménager un réseau d'entraide de proximité (famille ou voisinage) et de développer des activités économiques informelles ; pour les chefs de famille, d'avoir recours aux prises de nourriture individuelles en dehors du foyer et parfois de devoir se soustraire à leurs obligations familiales ; enfin, pour les boutiquiers de quartier, de tricher sur le poids des céréales vendues afin de se prévenir des mauvais payeurs, toujours plus nombreux (p. 213). Ponctuellement, les citoyens ignorés des pouvoirs publics ont la possibilité de bénéficier de la charité publique (dons organisés par les mosquées, les ONG ou les politiques), au prix d'une grande humiliation cependant, puisque les codes sociaux d'honneur et de

pudeur interdisent de demander de l'aide en public (p. 267-268 et 273).

Pendant les entretiens, les plus pauvres expriment volontiers leur insatisfaction vis-à-vis des possédants et des gouvernants, et émettent des « avertissements » que, selon les auteurs, l'État devrait prendre très au sérieux (p. 39). Ils formulent enfin l'hypothèse selon laquelle le religieux émerge comme un langage de contestation politique (p. 21), mais cet aspect n'est pas traité dans les enquêtes. Il n'en reste pas moins que l'avertissement formulé en 2011 apparaît d'une pertinence rare au vu de la crise multidimensionnelle dans laquelle le Mali est plongé depuis deux ans.

**Isaline Bergamaschi -**

Universidad de los Andes (Bogota, Colombie)

**Martin (Denis-Constant) - *Sounding the Cape. Music, Identity and Politics in South Africa.* -**

Somerset West, African Minds, 2013. xxvi + 444 p.

Illustrations. Annexes. Bibliogr. Index.

Le nouvel ouvrage de Denis-Constant Martin résulte d'un projet de recherche réalisé en 2007<sup>1</sup>, mais exprime surtout l'intérêt académique et érudit de longue date que porte l'auteur à la musique sud-africaine<sup>2</sup>. *Sounding the Cape* se place dans le courant de l'approche dynamique qui tend à systématiquement explorer, dénouer et déconstruire les imbrications complexes qui caractérisent les relations entre les pratiques musicales, les « identités » et le politique<sup>3</sup>. En s'appuyant sur le terrain exceptionnellement riche des musiques du Cap, représentatives et précurseurs des tendances musicales de l'Afrique du Sud à cause de l'histoire politique et culturelle mouvementée et métissée de cette région, l'apport de *Sounding the Cape* est triple.

Premièrement, l'ouvrage propose une contribution remarquable à la sociologie de l'art et de la musique. Il présente une analyse fine de la formation, de la différenciation et de

1. Il s'agit du projet « Urban Music and Identities. A Case Study of Cape Town » soutenu par le Stellebosch Institute of Advanced Study (STIAS).

2. Certains éléments du terrain mobilisés dans l'ouvrage remontent aux entretiens que l'auteur avait réalisés dans les années 1970-1980. Cf. p. 259-266.

3. Cette approche est défendue par Denis-Constant Martin depuis déjà deux décennies. Cf., par exemple, Denis-Constant Martin, « Que me chantez-vous là ? Une sociologie des musiques populaires est-elle possible ? », dans Alain Darré (dir.), *Musique et politique. Les répertoires de l'identité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1996, p. 17-30 ; et « Cherchez le peuple... Culture, populaire et politique », *Critique internationale*, 7, 2000, p. 169-183 ; ainsi que D.-C. Martin, Coon Carnival, *New Year in Cape Town. Past and Present*, Cape Town, David Philip, 1999.

l'institutionnalisation du champ musical et explore les entrelacements entre les formes et les genres particuliers de la création musicale (« traditionnels » ou contemporains, relevant des enseignes de la « musique d'art », du jazz ou de la musique populaire, religieux ou séculaires)<sup>1</sup>, tout en mettant en avant l'importance des conditions sociales de la production des objets artistiques. Ainsi, les formes de l'activité musicale du Cap sont analysées à travers leur interaction permanente dans le contexte de l'esclavage, de la colonisation, de la ségrégation raciale et du post-apartheid. La musique devient alors non seulement une forme d'activité artistique, mais aussi et surtout une activité qui construit des canaux d'échanges entre les groupes séparés par la ségrégation et catégorisation raciste.

Deuxièmement, l'auteur contribue de façon notable à la socio-histoire du Cap et de l'Afrique du Sud. Le volume livre une description détaillée et réfléchie des transformations sociopolitiques liées à la colonisation, à l'esclavage, aux politiques de l'apartheid, à la lutte contre celles-ci et à leur fin, dans le cadre de la mondialisation qui s'accélère progressivement, mais qui n'a jamais été absente de l'histoire de l'Afrique du Sud. D.-C. Martin s'inspire des travaux d'Édouard Glissant, qui voit dans la « créolisation » culturelle un processus permanent. Sans passer sous silence les injustices, l'absurdité et la violence des configurations des relations de pouvoir qui accompagnaient la colonisation et l'apartheid, l'auteur démontre que ces relations ont pu contribuer, paradoxalement, aux échanges créatifs et à la mixité.

Finalement, l'ouvrage présente une très fine étude politiste de la construction de l'« identité » des groupes sociaux (nationaux, communautaires, etc.), saisie comme un objet socio-politique dynamique qui subit inévitablement des transformations dialectiques (exogènes et endogènes). Pour souligner la nature dynamique et volatile de l'« identité », D.-C. Martin privilégie l'entrée par les « configurations identitaires », où le terme de configuration est perçu à la fois comme un état

(agencement) et un processus (action de configurer). Au cours de la lecture on remarque que les « entrepreneurs identitaires » qui participent au processus incessant de reconfigurations identitaires suivent des logiques hétérogènes, relevant aussi bien du domaine du politique que des mondes de l'art.

Ces trois dimensions s'articulent dans la présentation d'une manière fluide, cohérente et intégrée<sup>2</sup>, et le livre mériterait définitivement l'attention des africanistes, des sociologues de la musique et des politistes qui se posent des questions sur les logiques complexes des (re)configurations identitaires partout dans le monde. La présentation s'articule autour de six chapitres, avec deux « intermissions » (de longs extraits d'entretiens avec les acteurs de la musique du Cap) et une conclusion. Le premier chapitre construit d'une manière détaillée et systématique un cadre pour l'analyse des configurations identitaires à travers une approche musico-sociopolitique. Ce « prologue théorique », exceptionnellement riche en exemples tirés des contextes spatiaux et temporels très variés, aurait pu bénéficier de la mise en correspondance de la situation sud-africaine avec les configurations complexes des relations entre les musiques populaires et les mouvements de la « Renaissance nationale » en Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin. Une telle mise en correspondance nous paraît potentiellement fort heuristique. Les quatre chapitres suivants décrivent l'histoire de la créolisation culturelle, musicale et politique du Cap et de l'Afrique du Sud depuis l'arrivée de Vasco de Gama et jusqu'à la fin de la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle. Le quatrième chapitre est presque entièrement consacré au jazz. Le sixième chapitre donne la parole aux acteurs du champ musical du Cap : à travers l'analyse d'entretiens, D.-C. Martin transmet leur vision de la place et du rôle de la musique dans la société sud-africaine contemporaine. Ce chapitre aurait sans doute pu bénéficier d'une articulation plus explicite des positions respectives qu'occupent ces acteurs au sein du champ musical (et dans les hiérarchies artistiques), afin de les mettre en relation avec les prises de position

1. Ce travail sociologique fait également un clin d'œil à la musicologie, par exemple : « Les chanteurs ornent par l'ajout de tons majeurs ou de demi-tons [note : contrairement à ce que prétendent certains chanteurs, karienkel n'utilise jamais d'intervalles microtonales] chantés en doubles croches ou triples croches autour d'une note de la mélodie » (p. 114).

2. Nous ne pouvons que regretter la légère confusion dans les notes de la fin du troisième chapitre, mais nous espérons que cette erreur, sans très grande importance et dont l'auteur n'est pas responsable, sera corrigée dans les futures éditions du livre.

sur leur activité et le regard qu'ils portent sur sa signification. Les lecteurs politistes auraient probablement suggéré que l'auteur questionne plus directement le rapport qu'entretiennent les musiciens avec le politique au sens strict, même si ce n'est pas l'objet central de son questionnement.

D.-C. Martin ne nous donne que des informations partielles sur les relations entre les initiatives musico-politiques sud-africaines et les acteurs « étrangers », dont les ONG, les fondations et les organisations internationales qui soutenaient ces activités artistiques durant la période de l'apartheid, il ne les évoque que d'une manière ponctuelle. Pourtant, questionner le rôle de l'« étranger » et des relations transnationales plus systématiquement renforcerait davantage le fil conducteur de l'ouvrage – celui de la « créolisation » omniprésente et permanente de la culture.

La conclusion du livre, particulièrement réussie dans la mise en avant des principales thèses de la recherche, propose une analyse critique des politiques culturelles, sociales et d'enseignement

sud-africaines à travers le prisme des pratiques artistiques musicales. L'auteur lance un appel en faveur de la reconsidération de la place de la musique et de l'art dans les politiques publiques. Selon lui, et c'est l'idée centrale de l'ouvrage, l'acte de la construction de l'unité (*getting together*) et de l'égalité à travers les pratiques musicales « créolisées » représente pour les acteurs un instrument puissant du dépassement et de la déconstruction des « identités » assignées et imposées par le racisme, la ségrégation et l'esclavage, instrument qui marque les références à l'histoire et aux traditions, mais qui reste ancré dans la dynamique de la mondialisation culturelle contemporaine. Cette idée pourrait servir non seulement dans le cadre de l'élaboration des politiques au Cap, en Afrique du Sud ou dans les sociétés ayant souffert des crimes et de la violence qui accompagnaient la colonisation, mais également nourrir la réflexion sur les politiques dites « d'intégration » dans les sociétés occidentales modernes.

**Yauheni Kryzhanouski** -  
Sciences Po Strasbourg, SAGE